

[print](#)

Les tensions montent entre la France et le Qatar au sujet de la guerre au Mali et de la Tunisie

De [Jean Shaoul](#)

Global Research, mars 05, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-tensions-montent-entre-la-france-et-le-qatar-au-sujet-de-la-guerre-au-mali-et-de-la-tunisie/5325388>

Les tensions s'aggravent entre la France et le Qatar avec des accusations que la pétro monarchie est en train de financer et d'armer des séparatistes et des militants islamistes liés à al-Qaïda au Mali et, plus généralement, de propager l'intégrisme islamique en Afrique.

La France a étroitement collaboré avec le Qatar pour évincer Mouammar Kadhafi en Libye. Elle est également actuellement en train de coopérer avec Doha ainsi qu'avec Riyadh et Ankara pour mener une guerre sectaire dans le but de renverser le président syrien Bachar al-Assad et d'isoler l'Iran. Mais maintenant un retour de flamme s'est produit car la politique du Qatar contrecarre les intérêts géostratégiques et commerciaux de la France au Mali et en Tunisie qui se trouvent au centre des projets de la France de recoloniser son ancien empire en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Le premier ministre qatari Cheikh Hamad ben Jassim al-Thani s'est opposé à l'intervention française au Mali, préconisant plutôt le dialogue.

Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS) au pouvoir, Harlem Désir, a dénoncé ce qu'il a appelé « une forme d'indulgence » de la part du Qatar envers les « groupes terroristes qui occupent le Nord Mali. » Ses remarques ont été suivies par la visite du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian à Doha pour discuter du Mali avec al Thani.

Une déclaration du ministère de la Défense a souligné sans équivoque que le Qatar était « un client privilégié de la France » dans le domaine de l'armement et que les « prises de commandes se sont élevées à 450 millions d'euros pour 200 millions d'euros de matériels livrés » depuis 2007. Le ministère a aussi fait remarquer que du 16 février au 7 mars, un exercice commun se déroulerait au Qatar – baptisé Gulf Falcon 2013 – et impliquant 1.300 soldats français et un nombre identique de Qataris.

La presse française a accusé le Qatar de souhaiter voir le Nord Mali faire sécession tout comme elle avait soutenu la sécession du Soudan Sud du Soudan. Ceci permettrait au Qatar de forger des liens étroits avec la nouvelle nation – qui est supposée être riche en pétrole et en gaz – et d'étendre ainsi son influence en direction de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique sub-saharienne.

En juin dernier, l'hebdomadaire *Le Canard Enchaîné* avait publié un article, « Notre ami du Qatar finance les islamistes au Mali ». Il citait des sources du renseignement militaire français affirmant que le Qatar apportait, par le biais de la société du Croissant Rouge entre autres, un soutien financier à divers groupes : les insurgés touaregs du Mouvement national de la libération de l'Azawad (MNLA), l'Ansar-Dine, l'organisation al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et son groupe dissident, le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Roland Marchal, spécialiste de l'Afrique sub-saharienne a suggéré que des forces

spéciales qataries étaient entrées au Nord Mali pour former des recrues d'Ansar El Dine, qui fait partie d'al-Qaïda, une accusation également avancée par *l'Express*. Le Qatar avait poursuivi une stratégie identique en Libye. En Tunisie et en Egypte, la monarchie al-Thani avait financé en 2011 et en 212 les partis politiques des Frères Musulmans en tant que partie intégrante de sa stratégie plus générale de porter au pouvoir des gouvernements islamistes basés sur les Sunnites, dans le but d'écraser l'opposition au sein de la classe ouvrière arabe, de cibler le régime chiite en Iran et de renforcer sa propre position contre l'Arabie saoudite.

Le gouvernement tunisien conduit par les Islamistes et qui a remplacé le client de longue date de la France, Zine El Abidine Ben Ali, est à présent furieux contre la campagne menée par Paris pour le discréditer en réalisant soit un virement en direction des partis d'opposition soit en formant un gouvernement d'union nationale. La France a été irritée par le refus de la Tunisie de soutenir officiellement l'intervention française au Mali ou d'autoriser les avions militaires français de survoler son espace aérien. Le porte-parole présidentiel, Adnan Manser, a dit craindre que le conflit ne menace les pays voisins, dont la Tunisie.

Les tensions se sont encore accrues après qu'on a appris que les terroristes qui avaient perpétré l'attaque contre le site gazier dans le Sud de l'Algérie, apparemment en représailles à la guerre française au Mali, étaient passés en Tunisie qui est également limitrophe de la Libye et de l'Algérie. D'importantes caches d'armes qu'on ne trouve pas normalement en Tunisie, des RPG, des bombes et des Kalashnikovs, ont été découvertes à Médenine.

L'assassinat au début du mois de février de Chokri Belaïd, dirigeant du parti d'opposition laïc, le Front populaire, a amené le premier ministre d'alors Hamadi Jebali du Parti islamiste Ennahdha à accuser des militants liés à al-Qaïda d'avoir commis l'assassinat et d'accumuler des armes dans le but d'établir un Etat islamique.

Le ministre français de l'Intérieur, Manuel Valls, a dénoncé le meurtre comme étant une attaque contre « les valeurs de la révolution du Jasmin » en Tunisie. Il a déclaré « Il y a un fascisme islamique qui monte un peu partout et cet obscurantisme... doit être évidemment condamné... puisqu'on nie cet Etat de droit, cette démocratie pour lesquels les peuples libyens, tunisiens, égyptiens se sont battus. »

Valls a aussi réclamé que la France soutienne les partis d'opposition pseudo-gauches pour stabiliser la Tunisie et pour contrôler l'opposition de la classe ouvrière,.

Ces remarques ont suscité une manifestation des partisans d'Ennahdha, qui ont scandé des slogans et brandi des pancartes disant, « La France dehors ! » et « Ca suffit la France ! La Tunisie ne sera plus jamais une colonie française ». L'intervention de Valls a été tellement crue que le porte-parole du Front populaire tunisien pseudo-gauche, le président du Parti communiste des travailleurs de Tunisie, Hamma Hammami, s'est vu obligé de déclarer : « En tant que Front populaire nous sommes contre la France, les Etats-Unis et tout pays arabe qui s'ingère dans nos affaires internes. »

L'intérêt porté par la France à ses anciens territoires coloniaux en Afrique du Nord et au Sahel est généré par leurs richesses en ressources naturelles – notamment le pétrole, le gaz, l'uranium, l'or et d'autres minéraux précieux – et la montée des Etats-Unis et de la Chine dans une région que la France considère être son propre pré carré.

Le président de l'époque, Jacques Chirac, avait initialement cherché à contrer

l'Initiative Pan-Sahel (PSI) de Washington qui avait été promulguée en 2001 et par laquelle les forces militaires américaines formeraient des troupes du Mali, du Tchad, de la Mauritanie et du Niger, sous le prétexte de la « guerre contre le terrorisme » annoncée après les attentats du 11 septembre. Plus tard, cette initiative avait été élargie de façon à inclure l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, le Nigeria et la Tunisie au titre de l'Initiative transsaharienne de lutte contre le terrorisme (TSCTI). La Libye, le Soudan et la Somalie avaient déjà été identifiés comme étant des cibles potentielles.

Le PSI et le TSCTI avait donné lieu en 2007 à la mise en place de l'AFRICOM au sein de l'EUCOM (United States European Command) basé à Stuttgart, étant donné qu'aucun pays africain ne voulait l'accueillir. L'AFRICOM avait pris le contrôle de la TSCTI. Chirac avait voulu obtenir le soutien de l'Allemagne, en invitant en 2007 l'Allemagne au sommet franco-africain, mais Angela Merkel avait refusé de contrarier Washington.

La montée de la Chine avait beaucoup pesé dans la décision du président français, Nicolas Sarkozy de rejoindre en 2009 les structures militaires de l'OTAN et de signer un accord avec la Grande-Bretagne en 2010 pour intégrer les armées des deux pays. Le rôle de la France serait de servir d'auxiliaire de Washington en Afrique du Nord et au Sahel, et d'obtenir sa part du butin résultant de ses projets de restructuration de la région.

Sarkozy avait cherché à renforcer la position économique déclinante de la France en courtisant l'émir du Qatar, en vendant 80 Airbus à Doha pour sa compagnie aérienne Qatar Airways, en lui livrant jusqu'à 80 pour cent de ses armes et en encourageant le Fonds souverain du Qatar à acquérir à hauteur de 70 milliards de dollars US d'actifs français.

La France a promulgué une loi spéciale exonérant de taxes l'émir et d'autres investisseurs qataris qui ont acheté des valeurs immobilières françaises. Elle a même proposé à Doha d'adhérer à son Organisation internationale de la francophonie (OIF), approuvant les écoles de langue française qui sont soumises à l'administration qatarie au Golfe, au Maghreb et en Afrique.

Jean Shaoul

Article original, [WSWS](#), paru le 28 février 2013

Copyright © 2013 Global Research